

# La lettre eau

## Actualité

04. Renouvellement de la concession des barrages hydroélectriques de la Haute-Dordogne

## Dossier

06. Eau potable et assainissement en Martinique
08. Politique de l'eau en Outre-mer
10. L'impressionnante lutte administrative et politique contre les nitrates
12. Les SAGE : le point sur les blocages

## Point de vue

16. Hydroélectricité : optimisons les sites déjà équipés.





Fédération française des Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement, fondée en 1968, reconnue d'utilité publique en 1976.

«France Nature Environnement rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques.

Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine.

Venez visiter les pages eau :  
<http://www.fne.asso.fr>

Devenez un "don'acteur"  
Faites un don pour  
que l'eau reste vive !

Les dons des particuliers sont déductibles du revenu imposable. Un reçu fiscal sera adressé à tous les donateurs.

Vous pouvez soutenir les actions du Réseau eau de France Nature Environnement en nous faisant parvenir vos dons aux coordonnées suivantes :

Pôle ressources en eau et  
milieux naturels aquatiques  
de France Nature Environnement

3 rue de la Lionne - 45000 Orléans  
☎ 02 38 62 55 90  
e.mail : [poleeau@fne.asso.fr](mailto:poleeau@fne.asso.fr)  
site web : [www.fne.asso.fr](http://www.fne.asso.fr)

La Lettre eau est éditée par un imprimeur labellisé Imprim'Vert. Cela signifie qu'il respecte 3 objectifs :

- la bonne gestion des déchets dangereux
- la sécurisation des stockages de produits dangereux
- l'exclusion des produits toxiques des ateliers.

Par ailleurs, la Lettre eau est imprimée sur du papier recyclé.



Directeur de la publication : Bruno Genty  
Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable des politiques Eau de France Nature Environnement  
Comité de rédaction : Julie Jegou et Anaïs Giraud.  
Mise en page : Charlotte Laffolay - Sologne Nature Environnement  
Impression : Imprimerie Nouvelle  
Routage : Dautry  
Photo de couverture : La Loire à Combleux (45)  
© Pierre LABAISSE

La reproduction de textes tirés de la lettre eau est autorisée sous réserve d'en citer la source datée.

# Edito

**Bernard ROUSSEAU**

Ancien Président de France Nature Environnement,  
Responsable des politiques Eau



## Pour une eau vivante : un plan de retenues... sans retenue !

En visite le 9 juin 2011 dans le département de la Charente, le Président de la République a annoncé qu'un « ...plan à 5 ans pour la création de retenues d'eau va être déployé... ».

Les élections Présidentielles approchant, l'affaire n'a pas traîné, et le 9 novembre 2011, FNE était invitée au Ministère de l'Environnement pour découvrir, et éventuellement commenter, le Plan gouvernemental en question.

Après avoir escaladé la paroi sud de la Grande Arche, ce fleuron architectural du quartier de la Défense qui abrite le Ministère de l'Environnement, les conditions de cette consultation nous ont vite semblé acrobatiques sous le contrôle sévère du Ministère de l'Agriculture. Qu'on en juge : convocation la veille, lecture d'un texte de 11 pages sans possibilité de l'amender, sans changer une virgule, sans même pouvoir l'emporter pour s'en délecter, et pour finir, l'immense privilège de pouvoir le consulter sur le site du ministère sept jours après.

On ne nous avait jamais fait un coup pareil... nous pensions que ce n'était même pas envisageable après le Grenelle de l'environnement, ce phare emblématique de la gouvernance à cinq qui, jour après jour, sombre un peu plus sous les coups de la « Real » politique, car qui peut le plus peut le pire !

Donc un plan gouvernemental sur fond de menace climatique pour répondre aux revendications de l'APCA(1), de la FNSEA(2), et certainement pas de la majorité des agriculteurs qui n'irriguent pas, qui n'irrigueront jamais(3) car seulement une partie de la surface agricole utile est physiquement irrigable. Un plan sur 5 ans, d'un volume total de 40 millions de m<sup>3</sup> pour un montant de 120 M€ (millions d'euros).

Les collectivités territoriales et leurs groupements, les EPTB(4), les syndicats mixtes, ou encore les associations d'irrigants ou de propriétaires de terrains irrigués ou irrigables, peuvent se porter maîtres d'ouvrages pour ces retenues collectives. Les Chambres d'Agriculture ne le peuvent pas aujourd'hui, mais une modification législative leur conférant le statut de maître d'ouvrage a été introduite dans la proposition de loi Warsmann(5), elle sera adoptée par l'assemblée Nationale début 2012.

En conséquence, les Chambres d'Agriculture qui peuvent déjà être « Organisme unique »(6), vont pouvoir en plus se porter « maître d'ouvrage » pour les retenues d'eau et ainsi brûler la chandelle par les deux bouts car dans ce plan il est question d'irrigation mais surtout de financements publics.

Ainsi, les retenues collectives vont pouvoir bénéficier d'aides publiques en provenance des agences de l'eau, des fonds européens (FEADER(7)), du MAAPRAT(8), et des collectivités avec un taux plafond d'aide publique de 75% : un cadeau royal en période électorale.

Le FEADER devrait apporter 15 M€, les agences de l'eau 75 M€(9), au total 90 M€ sur un total de 120 M€. Resterait à la charge des maîtres d'ouvrages 30 M€ de fonds privés, alors que les moyens financiers des syndicats mixtes, des collectivités, des EPTB, et des Chambres d'Agriculture(10), proviennent de l'impôt : paradoxe !

Sans détourner la loi, qui pourrait alors apporter les 25% de fonds non publics ? Les Associations Syndicales Autorisées (ASA), éventuellement...

Restent surtout les grands groupes de l'agro-alimentaire(11) dont la puissance financière n'est plus à démontrer. Ils dominent le monde de l'agriculture, passent des conventions avec les agriculteurs pour des productions spécialisées, imposent les cahiers des charges, les règles d'irrigation, et les conditions d'utilisation des engrais et des phytosanitaires.

L'eau est aussi un facteur de production, c'est pourquoi les coopératives et les grands groupes de l'agro-alimentaire militent discrètement pour la création de retenues d'eau car au bout du compte ils seront les bénéficiaires indirects des aides publiques, les fameux 75% apportés par les Agences de l'eau... etc.

En venant en Vendée le 15 décembre 2011 soutenir publiquement la création de retenues d'eau, Erik Orsenna(12), l'homme qui se préoccupe de « l'avenir de l'eau » a déclaré : « *derrière les interdictions, il y a ceux qui veulent produire moins, ceux qui n'aiment pas la croissance. Ils ne sont pas fréquents* ».

Voilà bien un effet de tribune en milieu confiné à retourner comme une crêpe, car qui est plus fréquentable ? Ceux qui veulent prendre en compte la contrainte environnementale ou ceux qui diffusent à tout va nitrates et pesticides au point de contaminer les ressources en eau de la planète, ce qu'un globe-trotter ne peut ignorer : Erik, il faut lire plus souvent la Lettre eau !

(1) APCA : Assemblée permanente des chambres d'agriculture. (2) FNSEA : Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles. (3) 60% des agriculteurs estiment que le stockage de l'eau n'est pas une priorité selon un sondage Ifop pour la FNSEA (Baromètre de conjoncture agricole - Vague 9 - Juin 2011). (4) EPTB : Etablissement publics territoriaux de bassin. (5) La proposition de loi Warsmann est une loi de simplification des procédures administratives qui pourrait donner aux chambres d'agriculture la responsabilité de réaliser et de gérer les installations vouées à l'irrigation agricole. (6) Organismes uniques qui partagent l'eau entre les agriculteurs. (7) FEADER : Fonds européen agricole pour le développement Rural. (8) MAAPRAT : Ministère de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du Territoire. (9) Le taux d'aide des agences de l'eau ne pourrait excéder 70% du coût des travaux au maximum. (10) Les chambres d'agriculture sont des organismes professionnels à caractère d'établissement public dont les finances proviennent de l'impôt à hauteur d'environ 60%. (11) Le chiffre d'affaires des grands groupes de l'agro-alimentaire et des coopératives a augmenté. Par exemple, le chiffre d'affaires consolidé de Limagrain s'est établi à 1 555 M€ en 2011 contre 1 349 M€ en 2010, soit une augmentation de 11,6% à périmètre constant. Le résultat net s'est élevé à 92 M€ en 2011 contre 69 M€ en 2010. Source : chambre d'agriculture 85. Delphine Bisson. Webmaster 31/12/2011. (12) Assemblée générale de la coopérative agricole vendéenne d'approvisionnement et de vente de céréales (CAVAC) où Erik Orsenna était grand témoin - article Ouest-France du 16/12/2011.

# Brèves - Brèves - Brèves

## PARC NATIONAL ZONE HUMIDE : PARTICIPEZ !

La France compte à ce jour neuf parcs nationaux. Conformément aux engagements du Grenelle de l'environnement, ce réseau devrait être complété par la création de 3 nouveaux parcs, notamment un parc national zone humide.

Les zones humides, espaces de transition entre la terre et l'eau, constituent un patrimoine naturel exceptionnel en raison de leur richesse biologique et des fonctions naturelles qu'elles remplissent (soutien des étiages, réduction des effets des crues, zones de reproduction et de repos pour la faune, épuration des eaux...). Bien qu'elles couvrent 3 % du territoire terrestre métropolitain, aucune n'est représentée dans le réseau des neuf parcs nationaux actuels.

La ministre de l'écologie Nathalie Kosciusko-Morizet a lancé le 15 novembre 2011 un appel à manifestation d'intérêt en vue de la création de ce parc. Les propositions devront parvenir aux Préfets de région avant le 1er novembre 2012. N'hésitez pas à envoyer vos propositions !



La zone humide de la Brière, en Loire-Atlantique. © Annie ROUXEL

## LE DÉBUT DE LA FIN SUR LES ZONES D'EXCÉDENTS STRUCTURELS ?

Après le déplaçonnement des épandages de lisier, après le relèvement des normes de production d'azote pour les vaches laitières qui pénalise les systèmes herbagers favorables à l'environnement, voici maintenant la suppression annoncée de l'interdiction d'extension des élevages dans les zones d'excédents structurels de lisier !

Les projets de décret et d'arrêté actuellement soumis à consultation ont vocation à abroger l'interdiction mise en œuvre depuis 1998 pour les élevages les plus importants situés en zones d'excédent structurel d'augmenter leur cheptel. A cette interdiction est substitué un vague projet de suivi de l'azote au niveau départemental, sachant que les marchands d'engrais (coopératives ou fournisseurs privés) ne sont toujours pas concernés par l'obligation de déclaration des quantités vendues... Ce qui rend les flux d'azote réellement épandus sur les sols agricoles parfaitement opaques ! Enfin, les projets de textes ne mettent pas fin à l'inextricable complexité qui caractérise aujourd'hui la politique de lutte contre les nitrates, avec le maintien de l'empilement des différents zonages (zones vulnérables, zones d'action renforcées, zones d'excédents structurels).

<http://www.eau-et-rivieres.asso.fr>

## ANNULATION D'UN ÉLEVAGE INTENSIF DE PORCS : BRAVO À LA SAUVEGARDE DE L'ANJOU ET CANDÉEN PATRIMOINE ENVIRONNEMENT

À l'automne 2007, une enquête publique relative à la création d'un élevage porcin équivalent à 952 animaux à proximité des sources de l'Erdre, avait soulevé l'indignation et le vote négatif des six conseils municipaux des communes riveraines.

Malgré l'opposition des riverains, des élus et les arguments des associations de protection de l'environnement, le préfet de Maine et Loire avait autorisé l'exploitation de l'élevage de porcs. Considérant l'état de pollution des cours d'eau et des nappes, les associations environnementales LA SAUVEGARDE DE L'ANJOU et CANDEEN PATRIMOINE ENVIRONNEMENT ont décidé de saisir le Tribunal Administratif de Nantes à fin d'annulation de l'arrêté. Elles estimaient notamment que les modes d'épandage des lisiers allaient encore dégrader la qualité des eaux, déjà fortement polluées par les nitrates et le phosphore d'origine agricole.

Le Tribunal Administratif de Nantes vient de rendre son jugement le 13 décembre 2011 : en annulant l'autorisation du préfet de Maine-et-Loire, il donne raison aux associations en retenant la grave insuffisance de l'étude d'impact sur le volet hydrogéologique, notamment les conditions d'épandage des lisiers. Ce jugement sanctionne une pratique administrative qui conduit à autoriser les créations ou des extensions d'élevages intensifs indépendamment les uns des autres, sans se soucier du cumul. Ajoutons à cela la possibilité de développer les élevages en zones d'excédents structurels, et la boucle de l'agriculture intensive sera bouclée !

Les associations environnementales souhaitent que l'Etat tout comme les acteurs agricoles s'engagent dans la voie de la cohérence pour l'amélioration de la qualité des sources de l'Erdre et des captages Grenelle.

### Contacts :

- Sauvegarde de l'Anjou - Yves Lepage (Port : 06 88 81 16 27)  
- Candéen Patrimoine Environnement - Stanislas Lefebvre (Port : 06.86.07.15.12)



Un porc d'une filière d'élevage non intensif. © Antonin PEPIN



Conformément à la libéralisation du secteur de l'énergie et à la réglementation des marchés publics, la France va ouvrir à la concurrence les concessions d'ouvrages hydroélectriques. Les dossiers des candidats seront jugés sur des critères énergétiques, environnementaux et économiques. Le renouvellement d'une série de concessions hydroélectriques pour plusieurs dizaines d'années est une opportunité rare pour faire évoluer celles-ci dans le sens d'un meilleur respect de l'intégrité des rivières. Pour de nombreuses masses d'eau, c'est le respect de nos engagements européens qui en dépend.

## LE PRINCIPE ET LES CRITÈRES DU RENOUVELLEMENT

Cette procédure de renouvellement joue aussi bien pour les nouvelles concessions que pour les anciennes lorsqu'elles arrivent à échéance. C'est ainsi que d'ici 2015, 49 ouvrages existants vont être soumis à appel d'offre. Les concessions hydroélectriques dans les Alpes (Vallée du Drac, chaîne du Beaufortain et station de pompage de Bissorte), les Pyrénées (Vallées d'Ossau, du Louron et de la Têt) et le Massif Central (vallée de la Dordogne et de la Truyère) seront attribuées entre 2013 et 2015.

Pour la Dordogne le renouvellement concerne essentiellement les barrages des affluents de la partie amont (en limite du Puy-de-Dôme) ainsi que le cours principal avec les plus grands barrages (voir figure 1 p.5). Il s'agit de barrages ou équipements qui arrivent normalement à échéance dans les prochaines années, et d'autres dont l'échéance est avancée afin de mettre l'ensemble en cohérence, tant énergétique qu'environnementale, selon le ministère.

En matière de production hydroélectrique, la Dordogne est la deuxième chaîne de production française(1). Il s'agit de concilier deux notions et deux directives antinomiques : la loi de Programme fixant les Orientations de la Politique Énergétique (POPE) qui au motif de la lutte contre les Gaz à Effet de Serre nécessiterait l'optimisation et l'augmentation de la production, et la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) qui prône le rétablissement de la continuité écologique, la préservation de la biodiversité et des usages. S'ajoute un troisième critère concernant les retombées économiques pour l'Etat et les collectivités locales. L'enjeu est donc important et a valeur de test(2). Dans le cadre de la procédure administrative, France Nature Environnement propose plusieurs mesures d'amélioration de la gestion des barrages.

## LE CONTEXTE GÉOGRAPHIQUE ET ENVIRONNEMENTAL

Nées sur les flancs du Puy de Sancy, la Dore et la Dogne se rejoignent pour n'être plus qu'une - Duranios puis Dorodogna fluvius des anciens - jusqu'à la confluence avec la Garonne, formant le grand estuaire de la Gironde. Il s'agit plus d'un fleuve que d'une rivière, mais la tradition conserve le féminin. C'est le cours d'eau européen qui contient le plus grand nombre d'espèces piscicoles, du chabot à l'esturgeon en passant par la plupart des espèces présentes dans notre pays. Et ce serait l'un des plus beaux fleuves d'Europe si sa dégradation en aval des barrages n'était constante, essentiellement due aux éclusées des grands barrages et à la passivité des autorités aussi bien administratives que judiciaires, si l'on en juge par la quantité impressionnante des procès verbaux et plaintes classées sans suite.

Un compromis (Défi Eclusées) a toutefois été signé il y a quelques années entre EPIDOR(3) et EDF, mais il ne concerne que la protection toute relative des salmonidés lors de la période de reproduction. Pour le reste, la dégradation se poursuit, en particulier en aval d'Argentat, où se

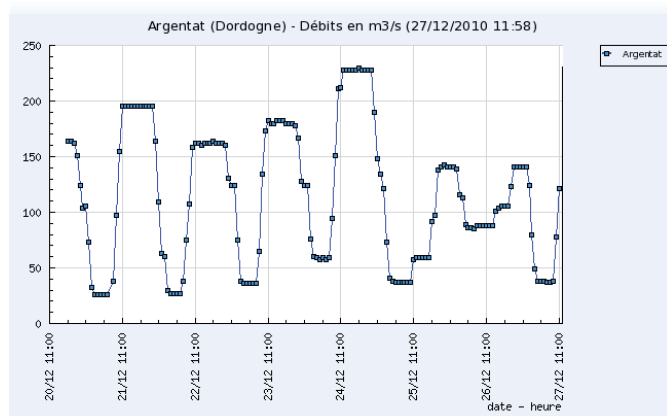


Figure 2 : une semaine "normale" de marnages sur la Dordogne. En une semaine, les débits de la Dordogne au niveau du barrage d'Argentat varient quotidiennement du simple au quadruple... ce qui ne correspond pas, et de loin, au débit naturel du cours d'eau. © VIGICRUES

situe le dernier barrage de la chaîne qui depuis le Puy de Dôme voit se succéder un escalier de retenues : barrages de Bort-les-Orgues, Marèges, l'Aigle, Le Chastang, le Sablier. Les marnages importants et l'absence de crues morphogènes qui remuaient les fonds ont pour conséquence le colmatage du lit par les particules fines provenant des barrages. Les herbiers se fixent, de plus en plus nombreux et denses. Ils croissent au printemps jusqu'à atteindre la surface, puis lorsque la mise en étiage décidée par les gestionnaires de la chaîne de barrages fait que la rivière baisse brutalement en passant souvent de deux cents mètres-cubes à vingt ou trente (voir figure 2 p.4), ils prennent en surface à l'horizontale la place qu'ils n'ont plus en-dessous puis s'étalent et pourrissent (voir figure 3 p.5), consommant l'oxygène de l'eau(4). Beaucoup d'espèces benthiques(5) ne trouvent plus le substrat nécessaire et se raréfient, voire disparaissent. Les espèces piscicoles disparaissent à proportion de cette perte de biodiversité qui gagne peu à peu l'aval. La Dordogne bénéficie pourtant d'un arrêté de biotope en aval d'Argentat, secteur de reproduction des saumons, truites, ombres, lamproies marines, etc...

## RETROUVER UN DÉBIT NATUREL DANS LA DORDOGNE EN AVAL D'ARGENTAT

À l'aval d'Argentat (barrage du Sablier), la Dordogne retrouve son profil naturel. Mais au vu des décennies passées, la question qui se pose pour ce cours d'eau comme pour d'autres est de savoir s'il s'agit réellement d'un cours d'eau ou d'un canal exutoire de barrage, simple tuyau d'évacuation des turbinages. La directive-cadre a répondu : il s'agit d'un cours d'eau, avec un objectif de « Bon état écologique ». Et ce « bon état » ne peut être obtenu que par la fin des marnages, pour que la rivière retrouve ses fonctionnalités normales avant tout par des débits naturels saisonniers, crues morphogènes « de plein bord(6) » incluses. Ce qui se passe en amont, dans la chaîne de production hydro-électrique, peut être optimisé pour une production maximale ; les marnages dans les retenues peuvent être importants si besoin. Mais

(1) Puissance maximale brute : 1551 MW. (2) Si les premiers renouvellements de concessions soumis à appel d'offre se sont faits dans l'opacité (concession de la Séveraise dans les Hautes-Alpes), pour le dossier Dordogne l'avis des associations a été sollicité. Pour l'instant, l'avis seulement. On notera toutefois que Eaux et Rivières du Limousin peine à obtenir de l'administration le dossier de fin de concession d'EDF. (3) EPIDOR : Etablissement Public Interdépartemental DORDogne.

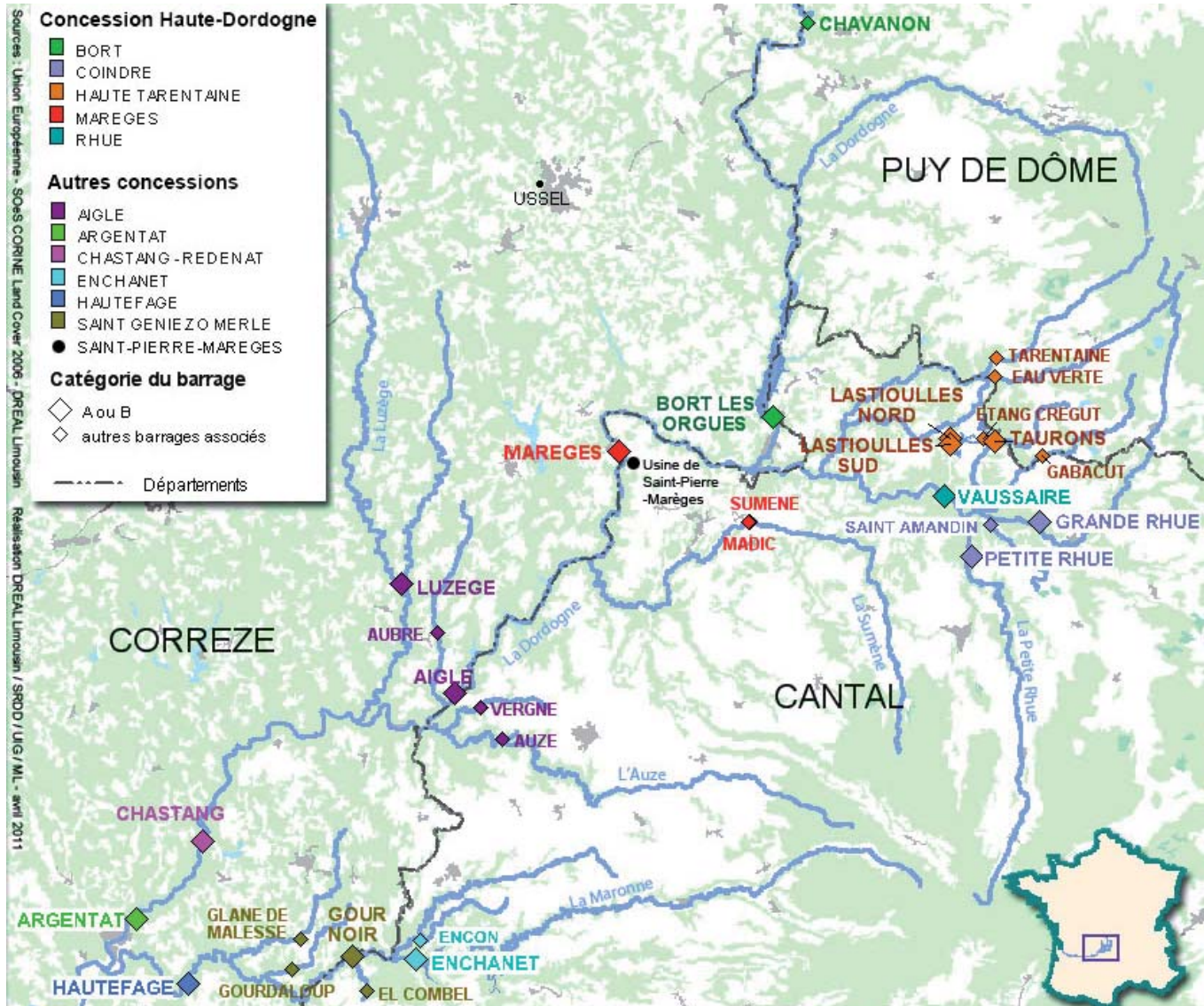


Figure 1 : la chaîne de barrages sur la Dordogne et ses affluents. Source : DREAL Limousin

en aval, c'est un cours d'eau qui doit réapparaître et non un canal de fuite subissant les aléas de la production. Bien entendu, eu égard à l'artificialisation par les barrages de plus de cent kilomètres de rivière, ce débit naturel ne peut qu'être reconstitué. C'est ce que les ingénieurs d'EPIDOR ont fait et proposent sur leur site où figure en superposition des débits instantanés actuels afin de montrer ce qui pourrait et devrait être<sup>(7)</sup>. Ce débit naturel devrait pouvoir être défini entre deux valeurs : celle d'un débit d'étiage minimum (à l'heure actuelle 10 m<sup>3</sup>/seconde) et celle d'une crue « de plein bord », au-delà de laquelle les personnes et les biens seraient en danger. Cela présuppose que la gestion des barrages tienne compte de ces paramètres.

Si les éclusées représentent le principal problème de la Dordogne, perturbant les milieux, les espèces et les usages récréatifs, il va de soi qu'un autre type d'artificialisation pourrait se faire jour, à savoir des débits liés aux « usages » : l'irrigation, le loisir pêche, une demande pour telle compétition d'eau vive, etc... comme cela s'est vu et se voit encore sur d'autres cours d'eau. Le seul débit recevable est le débit naturel.

## LA RESTAURATION DU BON ÉTAT ÉCOLOGIQUE

La Dordogne est un axe migratoire majeur pour diverses espèces amphihalines (saumons, truites de mer, lamproies marines, aloses). Pour le saumon atlantique il n'existe qu'une faible surface de frayères accessibles. Même si le rétablissement de débits naturels saisonniers améliorerait sensiblement la productivité des frayères actuelles, elles sont en nombre et en surface insuffisantes pour assurer la pérennité d'une espèce considérée comme étant en danger de disparition. Il apparaît donc nécessaire d'ouvrir de nouveaux secteurs. L'équipement

en passes du petit barrage d'Argentat (Le Sablier) et la suppression du barrage de Laval de Cère permettraient d'ouvrir des dizaines de kilomètres respectivement sur le Doustre et la Cère, cette dernière étant particulièrement intéressante.

D'autre part il apparaît indispensable dans cette même logique de continuité que les trois barrages du Bergeracois<sup>(8)</sup>, dont la gestion calamiteuse a été dénoncée dans un rapport EPIDOR, deviennent enfin « transparents aux migrateurs » comme la loi l'exige. En ce domaine, EDF qui souvent prétend donner des leçons d'écologie n'a pas fait la preuve de sa capacité à respecter ses obligations réglementaires. Face à une concurrence ouverte et à la fin de son monopole, souvent ressenti comme « de droit divin », EDF saura-t-il se montrer « mieux disant » que Wattenfall et les autres sur ce dossier ?



Figure 3 : exemples d'herbiers pourrissant en aval du barrage du Sablier (août 2010). © Josselin de LESPINAY

(4) En 2011, niveaux stables et bas depuis le mois d'avril : les herbiers, aussi nombreux mais plus courts, n'ont pas posé de problèmes de pourrissement. (5) Les organismes benthiques vivent au fond des cours d'eau ou dans la partie inférieure de la lame d'eau. (6) Crues de plein bord : lorsque le niveau d'eau emplit le lit mineur du fleuve. (7) [www.eptb-dordogne.fr](http://www.eptb-dordogne.fr) (8) Non inclus dans le renouvellement de concession.



# Eau potable et assainissement

## en Martinique

Par Arthur Trébeau,

ASSAUPAMAR, Association pour la Sauvegarde du Patrimoine Martiniquais

La Martinique est une île de 1 100 km<sup>2</sup> située dans l'archipel caraïbe. Elle est bordée à l'est par l'océan Atlantique et à l'ouest par la mer des caraïbes. Dans sa partie nord montagneuse, le climat humide a favorisé l'implantation de grandes plantations bananières. La partie centrale constituée d'une plaine d'affaissement possède un climat mixte où se concentrent plus de 40% de la population et la plupart des activités financières, industrielles et commerciales. Le sud au relief plus écrasé hérite d'un climat plus sec et est plutôt tourné vers le tourisme balnéaire.

Le climat est de type tropical humide, avec une pluviométrie importante d'environ 4500 mm/an au Nord et 1000 mm au Sud. On distingue deux saisons : le carême (janvier-mai), sec et chaud et l'hivernage (juin-décembre), plus humide ponctué souvent de tempêtes tropicales et de cyclones.

La diversité géographique et géologique de l'île, ajoutée à ses nombreux micro climats font que le pays dispose d'une biodiversité floristique et faunistique extrêmement riche. Les zones naturelles couvrent 58 % de l'île. L'inventaire ZNIEFF(1) porte sur 12 900 ha.

Très densément peuplée, la Martinique compte 400 000 habitants, soit près de 400 hab/km<sup>2</sup>.

## LA RESSOURCE EN EAU

### Du point de vue quantitatif

En raison de sa pluviométrie élevée, la Martinique présente somme toute un bilan global ressources/besoins positif mais fragile

La Martinique possède 70 cours d'eau permanents constitués de canaux, ruisseaux, ravines et rivières. Les ressources en eau sont situées essentiellement dans la moitié nord, qui bénéficie de pluies abondantes et d'un réseau de rivières dense. Plusieurs facteurs limitent l'accès de cette ressource à la consommation humaine :

- L'eau disponible souffre d'un double déséquilibre dans le temps et l'espace, du fait d'un différentiel de pluviométrie entre le carême souvent sec et l'hivernage plus humide d'une part, et entre le Nord humide et le Sud plutôt sec, de l'autre. Malgré un transfert de ressource du Nord vers le Sud, certains cours d'eau sont parfois complètement asséchés à l'aval des prises d'eau, au détriment de la vie aquatique.
- Les prises d'eau en rivière alimentent la totalité des eaux d'irrigation pour l'agriculture. Les prélèvements agricoles sont gérés par la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt (DAAF), mais tous ne sont pas autorisés, ni connus officiellement. La question se pose d'autant plus que l'irrigation, pour laquelle il n'y a ni inventaire ni suivi exhaustifs, représente à elle seule la moitié du volume prélevé en rivière. En outre, ces prélèvements, même autorisés, vont souvent au delà des débits réservés, ce qui met en péril les autres usages de l'eau et affecte la biodiversité du milieu aquatique (voir photo ci-contre).



La rivière du Macouba, asséchée par un captage pour l'irrigation.  
© Arthur TREBEAU

Par ailleurs, les périmètres de protection des captages, lorsqu'ils existent, ne sont pas toujours respectés.

## LA GESTION DE L'EAU

La gestion de l'eau est extrêmement complexe en Martinique. A titre d'exemple, selon leur lieu de résidence, les habitants paient 15 tarifs différents.

### Du point de vue qualitatif

A cause du chlordécone, 57% des masses d'eau terrestres ne vont pas atteindre le bon état en 2015.

Le nord qui représente le « château d'eau » du pays est planté essentiellement en monoculture bananière, ce qui a toujours entraîné un « acharnement phytosanitaire » avec l'utilisation intensive de pesticides, et de chlordécone en particulier, produit dangereux et interdit en France qui a contaminé pour de nombreuses générations les sols et les ressources en eau.

A cause du chlordécone, 57% des masses d'eau terrestres ne vont pas atteindre le bon état en 2015.

Depuis les années 50, l'utilisation de l'épandage aérien a aggravé la situation.

L'urbanisation diffuse et le mitage du territoire altèrent également la qualité de l'eau, d'où un recours à une sur-chloration des plus préjudiciables pour la santé.

“ 57% des masses d'eau terrestres ne vont pas atteindre le bon état en 2015. ”

### L'alimentation en eau potable

La Martinique compte 36 captages d'eau destinés à l'alimentation humaine. La majorité de l'eau potable consommée en Martinique provient des rivières (94 %), les captages les plus productifs sont répartis sur 6 rivières (la Capot, le

Lorrain, le Galion, la Lézarde, Case Navire, Rivière Monsieur). Le reste est puisé dans les nappes phréatiques (6 %). Au total, 140 000 m<sup>3</sup> d'eau sont prélevés par jour pour la consommation humaine.

- Les Maîtres d'ouvrage et les délégataires

Les communes de Martinique sont regroupées en quatre organismes intercommunaux. Une seule commune reste indépendante.

1. Le SICSM, Syndicat Intercommunal du Centre et du Sud de la Martinique a affermé son service à la Société martiniquaise des eaux (SME), filiale de la Lyonnaise des Eaux (groupe GDF-Suez).
2. Le SCNA, Syndicat des Communes du Nord-Atlantique a pour fermière la Société martiniquaise de distribution et de service (SDMS), du groupe SAUR. Elle exploite également en prestation

(1) ZNIEFF : Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique.

de service l'usine de VIVÉ qui appartient au conseil général.

3. Le SCCCNO, Syndicat des Communes de la Côte Caraïbe Nord-Ouest a conclu avec la SME un contrat d'affermage.
  4. La CACEM, Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (Fort-de-France, Le Lamentin, Saint-Joseph, Schœlcher - 168 000 hab.) a pris la compétence de l'eau potable, mettant en place une régie communautaire, ODYSSEI, mais uniquement sur Fort-de-France. Les réseaux du Lamentin et de Saint-Joseph sont exploités par la SME ; celui de Schœlcher l'est par la SMDS.
  5. Enfin, la commune du Morne Rouge, autonome dans son alimentation, a confié la gestion de son service à la SMDS.
- Le conseil général

Le conseil général, propriétaire de l'usine de VIVÉ, au nord-est de l'île, le long de la rivière Capot joue un rôle-clé pour l'Alimentation en Eau Potable (AEP) de la Martinique. Pour 83%, elle alimente le principal syndicat le SISCAM, et pour 17% le SCNA. Ainsi, sauf Fort-de-France, Morne Rouge et les communes du SCCCNO, toutes les communes de Martinique s'y approvisionnent, directement ou indirectement.

Confronté à la pollution de la ressource par le chlordécone, le conseil général a fait un investissement lourd (plus de 20 M€) pour fournir une eau de qualité. Cependant on constate une diminution des achats par les syndicats d'eau, notamment le SISCAM ; en conséquence le volume produit par l'usine de VIVÉ est tombé à 4,85 Mm<sup>3</sup> en 2009 contre 7,2 en 2008 et 8,95 en 2007. Dans le même temps, des projets privés concurrents se font jour (captage, forage). Bien plus, pendant le carême 2010, des fermiers ont organisé une pénurie en refusant l'achat d'eau potable produite par VIVÉ, entraînant un fonctionnement en sous capacité de l'équipement public et mettant en difficulté l'approvisionnement des usagers.

#### • Les réseaux

Une bonne partie des réseaux est vétuste et présente des fuites. Les rendements sont très insuffisants (médiocres pour le SCNA et le SCCCNO). Les volumes distribués ne sont pas toujours connus et les fuites ne sont pas maîtrisées car l'installation de compteurs de secteur n'est pas systématique. De plus, l'absence de télégestion conduit régulièrement au débordement des réservoirs.

### L'assainissement

Les stations sont dans leur grande majorité non conformes et beaucoup n'ont pas d'autorisation administrative.

Le dernier rapport du contrôle des stations d'épuration publié est celui de l'année 2007. Ce rapport fait état d'une situation inquiétante ; entre autres, nous constatons que pour :

Les Stations de capacité supérieure à 2 000 équivalents habitants :

- 15 stations sur 32 ne disposent pas encore des équipements réglementaires.
- 12 stations présentent des résultats d'analyse non conformes.
- 16 stations sur 32 présentent un nombre de mesures insuffisant.
- 22 stations sur 32 ne disposent d'aucune autorisation préfectorale.
- Ces éléments conduisent à une dégradation de l'environnement et de la qualité des eaux pour 22 stations au titre du fonctionnement général « environnement menacé ».

Les Stations de capacité inférieure à 2 000 équivalents habitants :

- Sur 64 stations, 6 n'ont fait l'objet d'aucun rapport ni au titre de l'année 2006 ni au titre de l'année 2007, seules 54 stations ont été prises en compte dans le rapport de contrôle.
- 49 stations sur 54 ne disposent d'aucune autorisation préfectorale.
- Les équipements d'auto surveillance sont presque toujours absents : 1 station sur 54 dispose des équipements réglementaires.
- Au final, 25 stations sur 54 conduisant à une dégradation de l'environnement et de la qualité des eaux.

### Le prix de l'eau

L'eau potable a augmenté de 1,24 % entre 2005 et 2006, de 5,2 % entre 2006 et 2007 et de 7 % entre 2007 et 2008. L'essentiel de cette croissance des prix est dû à la part du délégataire.

Pour l'assainissement, ces augmentations sont de 17,9 % entre 2006 et 2007 et de 5,1 % entre 2007 et 2008.

Ces chiffres globaux masquent l'extrême diversité des prix pratiqués sur ce territoire de 1100 km<sup>2</sup> : 3,05 € le m<sup>3</sup> au Morne Rouge, commune ayant choisi de n'entrer dans aucune structure intercommunale ; 4,73 € pour les abonnés du SCCNO et du SCNA ; 4,66 € pour ceux d'ODYSSEI ; de 4,86 € à 5,20 € pour ceux du SISCAM ! D'autres communes, pourtant membres de l'une ou l'autre de ces structures, font l'objet d'une tarification différente sans qu'on sache pourquoi : ainsi l'abonné de Saint Joseph paie 4,42 €, celui du Lamentin 4,84 €, ceux du Robert et de Trinité 4,98 €.

Les causes sont multiples :

- La mise en concurrence à l'échéance des contrats est pratiquement inexistante : le renouvellement des affermages ne permet pas à la concurrence de s'exprimer.

- Il est inquiétant d'observer la rivalité entre collectivités, chacune sollicitant des concours publics pour

« son » usine, sans la moindre vue d'ensemble.

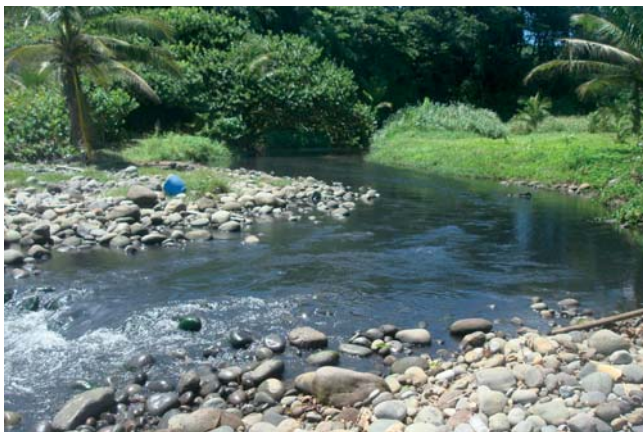
- Les choix techniques pour le traitement de l'eau potable ou des eaux usées sont souvent faits sur des solutions compliquées, onéreuses, tant en investissement qu'en fonctionnement. Les solutions retenues, souvent décevantes, ne sont guère adaptées au contexte martiniquais. C'est dû à une multiplicité d'acteurs qui ne se concertent pas (source : Rapport de l'Audit sur l'Eau de 2010 de l'Inspection Générale).

Le prix de l'eau laisse un goût amer au robinet du consommateur martiniquais.

L'opacité du coût des services de l'eau, entretenue par la multitude d'acteurs dans ce domaine, les interrogations du consommateur sur le respect des nouvelles règles de la loi sur l'eau de 2006 (pollueur-payeur, paiement de toute eau prélevée...), sa culpabilisation sans cesse prononcée par les sociétés d'eau privées soignant prioritairement leur intérêt commercial, autant de sujets qui nourrissent cette amertume.

En matière de gestion de l'eau, la mise en place d'une autorité unique d'une part faciliterait sans contester la gestion patrimoniale de la ressource en s'attachant à une vision globale des enjeux, d'autre part harmoniserait les financements publics dans l'intérêt général.

De plus, le choix d'une exploitation des services en régie conduirait à l'abaissement global des coûts et à leur lissage pour un prix unique sur un territoire aussi restreint que la Martinique qui, nous le rappelons, ne compte que 400.000 habitants sur 1 100 km<sup>2</sup>.



La rivière rouge est polluée par divers rejets, notamment industriels.  
© Arthur TREBEAU



# Politique de l'eau en Outre-Mer

## Application des directives européennes aux départements d'outre-mer (DERU - Directive Eaux Résiduaire Urbaines - et DCE - Directive Cadre sur l'Eau -)

Par Michel Lassus,

Administrateur de la CPEPESC [www.cpepesc.org](http://www.cpepesc.org)  
et de FNE Franche-Comté

Cet article ne prétend pas être exhaustif. La diversité des enjeux nécessiterait plusieurs pages pour chacun des territoires. Nous nous contenterons de donner un aperçu des agressions subies par l'eau et les milieux aquatiques, ainsi que de l'application des directives européennes.

**L'eau et les milieux aquatiques :** un traitement différent selon que l'on se trouve dans un DOM (Département d'outre-mer) ou dans une COM (Collectivité d'outre-mer). Pour ces dernières, voir le prochain n° de la Lettre eau.

Dans les DOM (Réunion, Guyane, Guadeloupe, Martinique et Mayotte) qui représentent une population de 2 millions d'habitants, la législation européenne s'applique au même titre que dans les départements métropolitains. Les objectifs et échéances de la DERU et de la DCE sont les mêmes. Ces départements ultramarins disposent tous de SDAGE avec un Programme de Mesures associé. Globalement, ils présentent un retard de 40 ans en matière d'infrastructures de collecte et de traitement des eaux résiduaires urbaines. Sur les 74 stations d'épuration prioritaires devant être mises en conformité sur le territoire français entre le 1er janvier 2012 et le 31 décembre 2013, 10 sont situées dans les DOM (Mayotte non compris).

La Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992 a créé les Comités de Bassin dans les DOM. A partir de 2000, les Offices de l'Eau ont été mis en place et les premières redevances perçues en 2006. La Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) a établi une solidarité interbassins sous l'égide de l'ONEMA, permettant ainsi le financement des dispositifs d'assainissement. Entre 2008 et 2011 (4 années), l'ONEMA a engagé 50,7 millions d'euros en Outre-mer sous forme de subventions en matière d'assainissement (stations d'épuration des eaux usées et réseaux) et 8,3 millions d'euros pour le financement d'actions de connaissance, d'études spécifiques et de coopération avec les Offices de l'Eau.

### Mayotte

Mayotte, devenue le 31 mars 2011 le 101<sup>ème</sup> département français, fait actuellement l'objet de négociations avec la Commission Européenne afin d'obtenir des reports de délais. En effet, ce territoire accuse un retard considérable pour le traitement des eaux résiduaires urbaines dans un contexte de développement démographique exponentiel.

Aujourd'hui, il n'existe qu'une seule station d'épuration digne de ce nom à Mayotte, la station du Baobab. D'une capacité de 19 500 EH(1), elle traite quelques quartiers du chef-lieu Mamoudzou qui compte près de 60 000 habitants. En saison des pluies, elle est très vite saturée et les déversoirs d'orage évacuent directement les eaux usées non traitées vers le lagon.

Une station d'épuration de 10 000 EH vient d'être construite à Dembeni, mais elle n'est pas opérationnelle, les crédits pour raccorder les réseaux faisant défaut.

Des projets sont aujourd'hui à l'étude: micro-stations, rhizosphères, utilisation de la capacité bio épuratrice de la mangrove(2), assainissement non collectif...

L'Agence de l'Eau Rhin-Meuse a contribué à l'élaboration du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et du programme de mesures de Mayotte dans le cadre d'un accord de partenariat. Le SDAGE a mis en évidence la dégradation de la qualité de l'eau des rivières mahoraises(3) qui tiennent lieu d'exutoire pour les eaux usées, le nettoyage des véhicules, le lavage du linge à l'aide de détergents bon marché très agressifs, les décharges sauvages... Ces cours d'eau, tout comme le lagon(4) et la mangrove présentent encore une richesse biologique remarquable qu'il est nécessaire et urgent de sauvegarder.

### L'île de la Réunion

A l'île de la Réunion, en 2008, plusieurs maires ont été mis en examen pour non conformité de leurs systèmes d'assainissement vis-à-vis de la DERU. A leur décharge, ceux-ci opposaient l'absence de moyens financiers pour répondre aux exigences réglementaires en matière d'assainissement, et que la priorité était donnée à l'adduction d'eau.



La Rivière des Galets à l'amont de la cascade des trois Roches, La Réunion. © Michel LASSUS

(1) EH : Équivalent-Habitant. (2) Mangrove : forêt littorale, interface entre la mer et la terre. (3) Mahorais : de Mayotte. (4) Lagon: étendue d'eau peu profonde à l'intérieur d'un atoll ou fermée au large du littoral par un récif de corail.





Ravine de la Glacière, cours d'eau chenalisé dans la traversée de St Denis de la Réunion.  
© Michel LASSUS

Aujourd'hui, la situation semble évoluer dans le bon sens, mais il y a encore fort à faire dans un contexte où les budgets sont de plus en plus contraints. Selon l'Office de l'Eau de la Réunion, sur les 24 communes de l'île, 7 ne disposent pas d'installation de traitement des eaux usées, 2 sont hors-service (St Benoît et Ste Rose), et 90% des ouvrages existants sont saturés.

La station d'épuration du Grand Prado qui doit traiter les eaux usées de St Denis et de Ste Marie est en cours de réalisation. D'une capacité de 160 000 EH avec possibilité d'extension à 235 000 EH, elle devrait être mise en service en avril 2013.

Outre la pollution domestique, l'état des lieux préalable au SDAGE a souligné l'importance des pollutions agricoles générées par les pesticides utilisés notamment pour la culture de la canne à sucre qui occupe 60% de la SAU(5) et pour la culture des fruits et légumes. Le développement de l'élevage avec principalement les porcheries rejette une pollution azotée pouvant compromettre l'alimentation en eau potable. L'industrie agroalimentaire avec les sucreries et les distilleries exerce une pression polluante pouvant être localement importante par ses rejets partiellement épurés.

## Guyane

Au 31 décembre 2010, les stations d'épuration de Cayenne et de St Laurent du Maroni étaient déclarées non conformes au regard de la DERU. A Cayenne, la nouvelle station Leblond prévue pour 90 000 EH devrait être achevée en 2013. A St Laurent du Maroni, doit s'engager la construction d'une STEP(6) de 40 000 EH en remplacement de la lagune de Fatima qui ne pouvait traiter que 4 000 EH.

Aujourd'hui, 20% de la population guyanaise ne dispose pas d'assainissement. Il reste encore beaucoup à faire en matière de petites STEP et d'assainissement non collectif.

S'agissant de pollution d'origine agricole, un captage destiné à l'AEP(7) flirte avec les 50 mg/l de nitrates. La pollution par les pesticides pose sérieusement problème avec l'utilisation massive de produits phytosanitaires non homologués en France.

A noter aussi la pollution issue des décharges qu'elles soient toujours en activité ou abandonnées. La décharge de Cayenne pourtant autorisée, s'étend illégalement sur des zones humides (marais). À Kourou, subsistent de nombreux sites pollués par des hydrocarbures et des déchets parfois toxiques, provenant de l'ancienne zone de lancement des fusées.

L'orpaillage clandestin constitue un véritable fléau pour de nombreux cours d'eau guyanais. Cette technique illégale utilise du mercure pour amalgamer les paillettes d'or présentes dans les alluvions des cours

d'eau ou dans le sol. Le mercure rejeté dans l'eau et aussi dans l'air par brûlage, se retrouve dans la chaîne alimentaire par bioaccumulation. On le retrouve dans les végétaux et surtout dans les poissons qui constituent la base alimentaire des populations amérindiennes telles que les Wayana et les Teko. Sur le Haut Maroni, 70% des enfants Wayana sont contaminés par le mercure. De plus, l'activité aurifère entraîne une dégradation de la ressource en eau, une modification de la morphologie des cours d'eau ainsi que le colmatage ou la destruction des habitats et frayères de la faune piscicole. Le SDAGE de Guyane dans son orientation fondamentale OF 2-1-5 stipule qu'il faut "poursuivre la lutte contre l'orpaillage illégal". Des opérations militaires médiatisées ont bien été engagées depuis 2008 contre les sites d'orpaillage clandestin, mais les gros trafiquants organisant ce business courent toujours.

## Guadeloupe

Tout comme les autres DOM, le département de la Guadeloupe présente un retard important

dans l'installation d'équipements d'assainissement des eaux usées. D'une manière générale, comme le souligne le SDAGE de la Guadeloupe "un retard important dans la mise en conformité des systèmes d'assainissement de nombreuses collectivités conformément à la DERU est à constater". 8 stations d'épuration restaient non conformes en traitement au 31 décembre 2010. La mise en conformité du traitement de la STEP de Basse Terre-St Claude est programmée en 2012 et celle de Goyave en 2013. La mise en conformité en équipement des STEP de Morne à l'Eau 1 et de Petit Bourg doit être engagée avant fin 2013. En ce qui concerne l'assainissement autonome, les dispositifs d'ANC(8), quand ils existent sont inadaptes.

L'utilisation importante des pesticides en agriculture a contribué à une pollution importante des eaux de surface et des eaux souterraines. Des substances organochlorées très rémanentes habituellement utilisées, sont aujourd'hui interdites à la vente : la dieldrine, le HCH B (isomère du lindane), et le chlordécone. Utilisé pour lutter contre le charançon du bananier, mais interdit à la vente aux USA depuis 1976 et en France depuis 1990, le chlordécone sera encore autorisé par dérogation jusqu'en 1993 aux Antilles, mais utilisé localement en toute illégalité jusqu'en 2002, voire même au delà. Le chlordécone se retrouve dans tous les maillons de la chaîne alimentaire, y compris dans le lait maternel. Un plan de dépollution est engagé en 2008, suivi d'un second plan en mars 2011. Si l'on prend en compte la présence du chlordécone, 62% des masses d'eau risquent de ne pas atteindre le bon état en 2015.

La pollution émanant des industries agroalimentaires telles que les sucreries et les distilleries de canne à sucre n'est pas à négliger. Les porcheries et les élevages de volailles installés souvent en bordure de cours d'eau contribuent pour une part à l'altération de la qualité des eaux.

## Martinique

Nous n'évoquerons pas ici la situation de l'assainissement sur le territoire martiniquais, celle-ci faisant l'objet d'un dossier spécial dans ce numéro de la Lettre Eau.

On retrouve en Martinique la même problématique qu'en Guadeloupe avec la pollution des eaux de surface et des eaux souterraines par les pesticides agricoles, principalement le chlordécone. La dégradation y est même plus importante qu'en Guadeloupe, la SAU dédiée à la culture de la banane étant plus importante. Sur 33 bassins versants échantillonnés depuis 1999, 27 sont contaminés par le chlordécone. Comme en Guadeloupe, des mesures de réduction de produits phytosanitaires sont engagées, mais compte tenu de sa très grande rémanence dans les sols et dans l'eau, le chlordécone risque d'être encore présent pendant des décennies.

(5) SAU: Surface Agricole Utile. (6) STEP: Station d'épuration. (7) AEP: Alimentation en Eau Potable. (8) ANC: Assainissement Non Collectif.

# L'impressionnante lutte administrative et politique

## contre les nitrates

Par Bernard Rousseau,

Ancien Président de France Nature Environnement, Responsable des politiques Eau

Alors que la pollution de l'eau par les nitrates progresse, et que des esprits éclairés et responsables s'en accommodent, il pourrait être capital de comprendre pourquoi il en est ainsi, à moins que nous ne soyons en présence d'une impuissance généralisée. Mais les causes de cet accommodement sont certainement multiples.



Figure 1 : Les algues vertes, conséquence du flux de nitrates vers la mer.  
© Yvon BLANCHOT

De nombreuses régions sont concernées par la progression des nitrates, la Beauce en particulier, où les pratiques agricoles intensives sont emblématiques d'une agriculture industrielle qui continue à dégrader la qualité de l'eau de la nappe. Le taux moyen des nitrates y augmente au rythme de 1 mg/L/an. Herbicides, fongicides et autres pesticides complètent le tableau.

Confrontés à une situation aussi catastrophique, on pourrait espérer que ceux qui portent une part de responsabilité dans l'état de la nappe, auraient à cœur d'y remédier en relevant ce défi des temps modernes qui a fait, l'espace d'un instant, le miel du Président de la République, lors de la séance de clôture du Grenelle de l'environnement.

Eh bien non ! Certains responsables de l'agriculture, dont le Président de la FNSEA, ne pensent qu'à une chose : augmenter encore plus la production de la Beauce<sup>(1)</sup> en remplissant cette nappe avec de l'eau pompée dans la Loire, dans l'Eure... et pourquoi pas ailleurs<sup>(2)</sup>.

Quand la nappe de Beauce est à un niveau haut, l'eau contenue dans la porosité du calcaire représente un volume d'environ 20 milliards de m<sup>3</sup>. Du fond de la nappe à la surface, les concentrations en nitrates passent d'une vingtaine de mg/L à une centaine et plus, au niveau du sol.

Prendre dans les calculs une moyenne de l'ordre de 50 mg/L n'est pas abusif. Cela conduit à un stock d'environ un million de tonnes de nitrates dans l'eau de la Beauce, dont n'est absolument pas responsable l'agriculture biologique : il faut le souligner !

Sur les 20 milliards de m<sup>3</sup> d'eau de la nappe, un flux d'environ 1 milliard de m<sup>3</sup> d'eau ressort en une année. Par l'intermédiaire de petites rivières, ce flux alimente la Loire et la Seine en apportant environ 50 000 tonnes de nitrates qui finiront à la mer (voir figure 1), soit 11 000 tonnes d'azote. Et cette situation s'aggrave d'année en année... elle ne pourrait être que pire avec un transfert d'eau vers la Beauce. Ce projet se réalisera-t-il ? Pas sûr ! Les coûts d'étude sont élevés, le coût de réalisation est de l'ordre de quelques centaines de millions d'euros et en plus l'infiltration d'eau dans la nappe n'est pas assurée. Au travers de cet exemple, on retiendra que les responsables agricoles influents expriment une volonté de pousser encore plus loin l'agriculture industrielle, ils en veulent toujours plus, alors que la protection des ressources reste de l'ordre du discours et de la promesse. Demain... demain on s'en occupera ! Cette attitude explique en partie pourquoi les concentrations en nitrates atteignent de tels sommets, mais il existe d'autres facteurs qui y contribuent fortement, notamment les mécanismes de production et de vente des engrais.

## L'ACTION DES AGENCES DE L'EAU CONTRE LES NITRATES

Le budget des agences de l'eau est principalement alimenté par les redevances acquittées par ceux qui affectent la qualité de l'eau, et aussi par ceux dont les actions perturbent le milieu naturel aquatique. Ces redevances sont des impôts qui ensuite sont utilisés pour réduire ou supprimer la pollution des rivières et des nappes d'eau souterraines. Dès lors, une question importante est posée à ces établissements publics de l'Etat que sont les agences de l'eau : quelle est l'efficacité écologique et environnementale de l'euro investi ?

Apporter une réponse à cette question doit permettre de choisir les actions efficaces qui devront être aidées financièrement pour traiter des problèmes majeurs bien identifiés. C'est pour clarifier cette problématique que le conseil d'administration (de l'agence de l'eau Loire Bretagne) a créé un groupe « d'évaluation des politiques publiques de l'agence de l'eau Loire Bretagne » (voir figure 2).

(1) La nappe de Beauce est classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE). Dans ces zones, on constate une demande en eau supérieure aux possibilités du milieu. Ces zones sont fixées par arrêté du préfet coordonnateur de bassin (voir R211-71). (2) Voir Edito lettre eau n°55 de juin 2011 « Pour une eau vivante : il faudra attendre les prochaines pluies ? ». (3) Contrat territorial signé entre l'agence de l'eau et la structure porteuse, formée par un maître d'ouvrage public ou privé, qui s'accordent pour traiter un problème de pollution de l'eau. Par exemple lutter contre les nitrates dans le territoire considéré.



La première expertise a porté sur les économies d'eau en agriculture. La seconde qui s'est terminée en décembre 2010 était consacrée à « *L'évaluation des aides de l'agence de l'eau Loire Bretagne en faveur de la réduction des nitrates d'origine agricole* ».

Ce travail a été piloté par un groupe permanent composé d'élus, d'agriculteurs, d'associations, d'industries agro-alimentaires, de représentants des services de l'Etat et de l'agence, et épaulé par deux bureaux d'études qui ont réalisé le travail d'enquête et d'évaluation auprès des agriculteurs pendant 12 mois.

Cette évaluation n'a pas porté sur des réductions de concentrations des nitrates dans l'eau aux endroits où des actions ont été aidées financièrement par l'agence, car des facteurs extérieurs à l'action de l'agence influencent les résultats qui d'ailleurs tardent à venir. L'évaluation porte sur les comportements de ceux qui ont souscrits, et de ceux qui accompagnent le processus.

“

*Le principe pollueur-payeur ne leur est toujours pas appliqué.*

”

Les enseignements tirés de ce travail ne sont guère exaltants. Les moyens d'action des agences sont fort limités et dépendent des outils mis en place dans l'Union européenne dans le cadre de la Politique Agricole Commune (PAC). Les Mesures Agro Environnementales (MAE), et les Mesures Agro Environnementales Territorialisées (MAET) en relation avec les dispositions du Plan de Développement Rural Hexagonal (PDRH) forment une boîte à outils plutôt disparate où l'on peut facilement se perdre.

L'exploitant agricole qui souscrit une MAE s'engage à mettre en œuvre le cahier des charges pendant une durée de cinq ans. En contrepartie, il reçoit une rémunération : mais après, que fait-il ? Typiquement, une MAE nitrates peut porter sur la mise en place d'une bande enherbée le long d'un cours d'eau pour piéger les nitrates, ou encore sur la réduction de la fertilisation. L'agence de l'eau participe au financement de ces mesures.

Elle participe aussi au financement du « conseil et de l'animation » pour sensibiliser les agriculteurs à la mise en œuvre de ces MAE et MAET, et aussi pour les inciter à maîtriser leur fertilisation. Des postes d'animation peuvent être créés soit en chambre d'agriculture, soit dans les structures porteuses des contrats territoriaux(3) pour sensibiliser les exploitants agricoles à souscrire ces MAE, MAET, MAES(4)...

Cette évaluation révèle que la politique de lutte contre les nitrates est morcelée, constituée par un saupoudrage de mesures de faible ampleur pouvant apporter ici ou là quelques résultats mais ne permettant en aucun cas de régler les problèmes de fond.

Un autre élément apparaît dans cette étude : le combat entre le conseil censé réduire les consommations d'engrais, et l'intérêt des entreprises chimiques, des prescripteurs, des coopératives, et enfin du vendeur visiteur des agriculteurs dont la rémunération dépend du volume des ventes.

D'un côté un discours moralisateur sur la restriction de consommation des engrais pour protéger l'eau, de l'autre la vente d'une espérance : produire toujours plus pour plus de bénéfices ! Un combat inégal perdu d'avance si les règles du commerce et de l'économie ne changent pas.

## NITRATES ET PRINCIPE POLLUEUR-PAYEUR

Alors que les nitrates poursuivent leur cavalcade vers les océans, que l'autorité environnementale de la Commission européenne note « l'absence de mesures de contrôle sur la fertilisation équilibrée » dans les programmes d'action nitrates, il reste que le principe pollueur-payeur ne leur est toujours pas appliqué.

Il n'y a pas aujourd'hui de redevances sur les nitrates. Dans la loi Voynet sur l'eau, reprise par Yves Cochet, une telle redevance avait

été inscrite malgré les critiques de ceux qui en étaient dispensés. Pour cause de changement de majorité, cette loi avait été abandonnée.

Sous la responsabilité de Roselyne Bachelot devenue Ministre de l'Ecologie, un nouveau projet de loi avait été mis en chantier et, dans les premières versions, la redevance nitrate était inscrite. Sur injonction de la présidence de la république, la redevance nitrates avait été sortie du projet(s) si bien que la loi sur l'eau de décembre 2006 ne dit rien de significatif sur les nitrates agricoles. A cette époque, de hauts responsables administratifs avaient souligné cette carence grossière : une pollution généralisée non taxée, presque encouragée ! Situation qu'ils jugeaient intenable, qui serait rectifiée par la loi à la première occasion.

L'occasion s'est présentée avec la construction des 10<sup>èmes</sup> programmes des agences de l'eau qui devront être opérationnels dès 2013. Mais la Ministre de l'Ecologie Nathalie KOSCIUSKO-MORIZET, ne l'a pas jugé ainsi. S'adressant aux Présidents des Comités de bassin, elle indique : « ... à défaut d'imaginer la création de nouvelles redevances à court terme, je vous propose de mieux exploiter les marges de manœuvre dont vous disposez dans la fixation des taux de redevances ».

Donc pas de redevance nitrates, par contre les autres redevables qui verront leur redevance augmenter vont apprécier, quant à Frédéric Tiberghien du Conseil d'Etat(6), auteur d'un important rapport sur la politique de l'eau dans lequel il recommande la création d'une redevance nitrates... pas plus écouté que les associations, il devra attendre... demain... demain... que la politique agricole intègre enfin la contrainte environnementale. Dans le climat de capitulation préélectoral qui sévit, c'est pour après-demain ?



Figure 2 : rapport final - Evaluation des aides de l'agence de l'eau Loire-Bretagne en faveur de la réduction des nitrates d'origine agricole. © Agence de l'eau Loire-Bretagne

(4) Mesures Agroenvironnementales Systèmes. Le cahier des charges est national, l'engagement se fait sur toute l'exploitation. L'agence Loire-Bretagne aide au financement des mesures « système fourrager économe en intrants » (SFEI), et « conversion à l'agriculture biologique » dans le cadre des contrats territoriaux et à titre dérogatoire. (5) *Le combat est une fête* de Roselyne Bachelot, p. 192, Robert Laffont, 26/11/2006. (6) *L'eau et son droit*, Conseil d'Etat - Rapport public 2010, volume 2 (Etudes et documents n.61).

# LES SAGE :

## le point sur les blocages

Par Julie Jégou,

chargée de mission au réseau eau de France Nature Environnement

Les SAGE demandent une grande implication des élus, usagers, associations et représentants de l'Etat siégeant dans la CLE. Il faut dire que l'enjeu est de taille pour les SAGE qui doivent décliner les SDAGE à l'échelle d'un territoire. Or, de nombreux SAGE peinent à voir le jour ou à être mis en œuvre, notamment à cause de la posture en demi-teinte des représentants de l'Etat et de la virulence des représentants du monde agricole. En 2012, FNE fait le point sur ces sources de blocages : voici le résultat de l'enquête menée auprès de nos représentants dans les CLE.



Le partage de l'eau est au cœur des discussions dans les SAGE confrontés à des prélèvements agricoles importants. Les bassins Loire-Bretagne et Adour-Garonne sont particulièrement concernés par l'irrigation, comme ici dans la commune d'Oulmes (85). © Jacques Pommier abconcept@voila.fr

### LES APPORTS DE LA LOI SUR L'EAU ET LES MILIEUX AQUATIQUES (LEMA)<sup>(1)</sup>

La LEMA apporte des modifications à la fois sur le plan organisationnel et sur le plan financier en rénovant le cadre défini par les lois du 16 décembre 1964 et du 3 janvier 1992. La portée juridique des SAGE est renforcée et découle d'un objectif de résultat de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE) et notamment de l'objectif de « bon état écologique » pour chaque masse d'eau. La LEMA demande aux SAGE d'élaborer deux documents, un Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD) et un règlement.

### LE PLAN D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DURABLE

Un constat : pour le Plan d'Aménagement et de Gestion Durable (PAGD), la LEMA apporte un cadre précis avec un contenu certes clair, mais sans caractère obligatoire. En effet, les différentes problématiques

pouvant être abordées dans le SAGE sont précisées mais il appartient à la CLE de choisir de les aborder. Certaines problématiques peuvent donc être laissées de côté en fonction des rapports de force. Un SAGE peut notamment identifier dans le plan d'aménagement et de gestion durable des zones stratégiques (zones d'alimentation de captage, zones humides d'intérêt environnemental particulier, zone d'érosion diffuse) sur lesquelles des programmes d'actions, notamment de réduction des pollutions diffuses, peuvent être pris par arrêté préfectoral<sup>(2)</sup>. L'identification des zones naturelles d'expansion de crues et l'inventaire des ouvrages hydrauliques, accompagnés de documents cartographiques, représente une valeur ajoutée au SAGE qui peut ainsi mettre en exergue des enjeux majeurs retenus sur le périmètre. Déclinant au niveau local des objectifs du SDAGE, le SAGE apparaît comme un outil de planification important avec un rôle de définition des actions à un horizon pluriannuel.

### LE RÈGLEMENT

Il s'agit de la principale innovation de la LEMA. Il est accompagné de documents cartographiques. Le règlement est opposable aux tiers et

(1) La circulaire du 04 mai 2011 relative à la mise en œuvre des SAGE a été publiée trop récemment pour être prise en compte dans cette étude ; ses effets ne sont pas encore visibles. (2) Code de l'environnement, art. L. 212-5-1.



aux actes administratifs ; il possède une portée juridique forte et couvre un large domaine d'application. Il peut définir des mesures précises permettant la réalisation des objectifs exprimés dans le PAGD, identifiés comme majeurs et nécessitant l'instauration de règles complémentaires pour atteindre le bon état ou les objectifs de gestion équilibrée de la ressource. Là encore, le contenu du règlement n'a pas de caractère obligatoire. En d'autres termes, le règlement n'est pas obligé d'édicter des règles dans chacune des matières déterminées par la loi.

Le SAGE doit être compatible ou rendu compatible dans un délai de 3 ans avec le SDAGE ; le périmètre et le délai d'élaboration ou de révision sont inscrits dans le SDAGE ou à défaut arrêté par le représentant de l'Etat dans le département.

## Le règlement peut :

1. Définir des **priorités d'usage de la ressource** en eau ainsi que la **répartition de volumes** globaux de prélèvement par usage. La circulaire du 21 avril 2008 précise que le règlement permet une répartition en pourcentage mais seulement entre catégories d'usagers et non entre chacun des utilisateurs. Une fois les volumes répartis dans le SAGE approuvé, le préfet s'assure de la conformité de toute nouvelle autorisation et révisé si nécessaire les autorisations.
2. Définir les mesures nécessaires à la **restauration et à la préservation de la qualité de l'eau** et des milieux aquatiques, en fonction des différentes utilisations de l'eau ;
3. Indiquer, parmi les ouvrages hydrauliques fonctionnant au fil de l'eau, ceux qui sont soumis, sauf raisons d'intérêt général, à une **obligation d'ouverture régulière de leurs vannages** afin d'améliorer le transport naturel des sédiments et d'assurer la continuité écologique. Le PAGD identifie les ouvrages en intégrant les effets cumulés. Au sein de cet inventaire, le règlement peut édicter des règles par ouvrage ou par groupe d'ouvrages directement applicables. Cette possibilité permet de définir des règles de gestion directement opposables aux maîtres d'ouvrage comme aux tiers et d'imposer ainsi ces règles à plusieurs ouvrages sans que les services de police de l'eau n'aient à modifier préalablement les autorisations individuelles(3). Ces autorisations devront être mises en conformité par le Préfet dans des délais fixés par le PAGD.

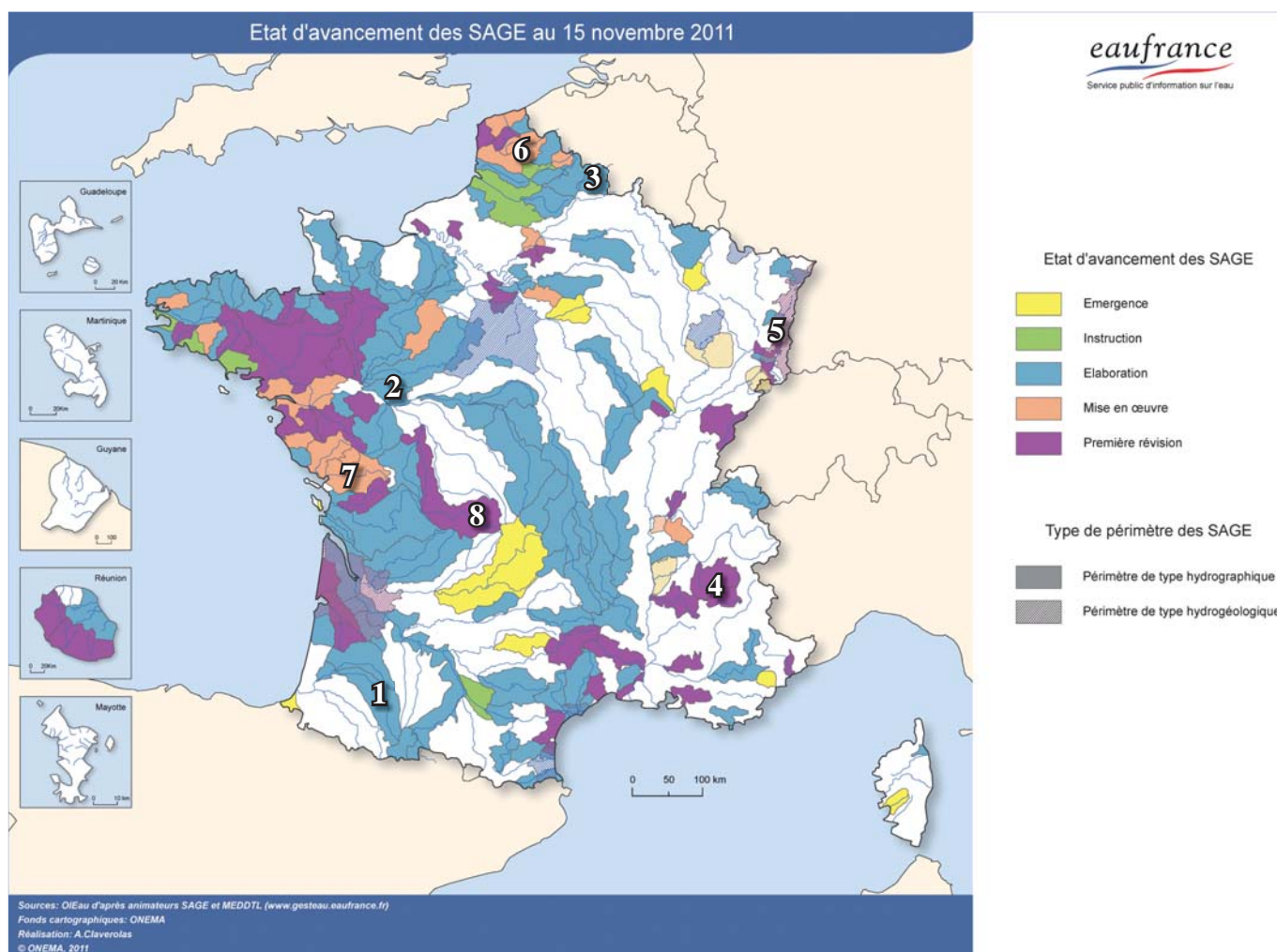


Figure 1 : les SAGE étudiés en 2011 (source : <http://gesteau.eaufrance.fr>).

Liste des SAGE correspondant aux numéros sur la carte : 1/Adour amont - 2/Authion - 3/Lys - 4/Drac Romanche - 5/III nappe Rhin - 6/Sambre - 7/Sèvre Niortaise et Marais Poitevin - 8/Vienne

(3) Voir la circulaire du 21 avril 2008 relative aux schémas d'aménagement et de gestion des eaux.

La modification des procédures d'élaboration et des règles de fonctionnement des CLE vont dans le sens de la transversalité des politiques de l'eau avec les autres décisions administratives d'aménagement du territoire et d'urbanisme, notamment la législation liée à l'urbanisme. Les outils SAGE et SDAGE ressemblent d'ailleurs beaucoup aux outils de gestion de l'urbanisme (PLU et SCOT), ce qui facilite la mise en compatibilité (obligatoire) de ces deux types de documents.

Concernant la composition de la CLE, les représentants des collectivités détiennent au moins la moitié des sièges et les usagers au moins le quart. Les suppléants sont supprimés et il est désormais possible de porter un mandat au sein du même collège. La CLE élabore les règles de fonctionnement et gère l'ensemble de la démarche SAGE.

## L'ETAT, UNE POSITION SOUVENT PROBLÉMATIQUE

Lorsque les représentants de l'Etat ont une attitude passive ou n'assistent pas aux réunions, les positions extrêmes de certaines catégories d'usagers peuvent être encouragées. L'extrême discrétion de certains représentants ne permet pas à la concertation de se faire dans de bonnes conditions.

L'absence de représentants de l'Etat favorise une attitude de « laisser faire » qui se révèle souvent favorable aux intérêts particuliers et néfaste à l'atteinte des objectifs de bon état de la DCE. Dans le SAGE Adour amont, F. Come, représentant le Collectif Adour Eau Transparente, rapporte que « *les représentants de l'Etat sont souvent absents ou interviennent peu* ». D'autre part, il arrive que les négociations sur certains enjeux forts ne soient pas conduites au sein de la réunion de la CLE, ni sous son égide. Selon toute vraisemblance, les discussions se tiennent alors de manière bilatérale entre les services de l'Etat et des représentants de catégories d'usagers.

L'absentéisme de l'Etat peut également être une aide pour certaines catégories d'usagers, notamment lors des votes de la CLE. Selon F.M. Pellerin, représentant la Coordination pour la Défense du Marais poitevin, « *le projet de SAGE Sèvre Niortaise et Marais poitevin a été présenté trois fois au vote, avec à chaque nouvelle version du projet une dégradation de ses objectifs. Des représentants des services de l'Etat ne se sont pas déplacés pour prendre part au vote les deux premières fois, ce qui a permis le vote négatif et une dégradation de l'ambition du SAGE* ».

Il peut également arriver que les représentants de l'Etat soient très attentifs aux intérêts de certains groupes d'usagers. A. Vaillant, représentant Nord Nature Environnement à la CLE du SAGE Lys nous informe que « *pendant plus de 5 ans, les représentants de l'Etat ont manifesté un grand intérêt envers l'agriculture intensive, rendant la concertation difficile* ». Les débats sur le développement de l'agriculture biologique pour favoriser une eau d'infiltration de meilleure qualité peuvent être rapidement escamotés.

Pour la bonne marche de la concertation, il peut être nécessaire que l'Etat arbitre en expliquant que l'outil SAGE est édifié pour aboutir à des règles constructives par rapport à l'enjeu identifié. La CLE est l'instance qui permet à l'ensemble des acteurs de se concerter. Les membres de la CLE votent et prennent des décisions, conformément au droit de l'eau pour le développement de mécanismes participatifs. Quand tous les acteurs se sont exprimés, certaines positions demeurent difficilement compatibles. Par exemple, il n'y a pas de compatibilité entre la volonté des représentants agricoles de gérer leurs terres comme ils l'entendent et la préservation des zones humides. Pas plus



La morphologie des cours d'eau est une problématique majeure dans les SAGE, par exemple le SAGE Vienne. Ici, le barrage de Chardes sur la Vienne (86). © Romain SUAUDEAU

qu'il n'y a de compatibilité entre le nécessaire effacement de certains étangs et l'intérêt des propriétaires d'étangs qui barrent des cours d'eau qui ne souhaitent pas faire de travaux qui ont un coût.

Les représentants de l'Etat freinent parfois la définition d'objectifs ambitieux au motif de leur insuffisance de moyens pour les mettre en œuvre. Ce réalisme administratif traduit les contradictions internes du message délivré par les services de l'Etat, entre enjeux nécessaires portés par l'ONEMA ou l'Agence de l'eau, limites financières portées par la DREAL et DDT, et limitations politiques ajoutées par la Préfecture.

Par ailleurs, il arrive que des propositions ambitieuses votées par le bureau de la CLE soient bloquées par certains représentants des usagers. Ces représentants s'adressent directement aux services préfectoraux et les propositions en question sont enlevées. Dans certains SAGE, il arrive que des règles validées en bureau de CLE disparaissent avant la réunion de CLE... Le SAGE est alors vidé de son pouvoir décisionnel. Selon A. Gatet, représentant Sources et Rivières du Limousin à la CLE du SAGE Vienne, « *des règles déjà votées mais ne satisfaisant pas certains usagers ont été renégociées* ». Le SAGE peut être revu à la baisse avec une diminution de la portée voire la disparition de certaines règles. La participation des APNE à un SAGE aboutit à démobiliser les élus associatifs : leurs propositions sont très rarement retenues, et celles qui sont retenues sont court-circuitées. Le bilan final est très négatif.

Un SAGE est un processus de concertation permettant à l'ensemble des acteurs de planifier la gestion de l'eau. Cette instance semble

“ La composition de la CLE rend souvent impossible l'adoption de décisions contrariant les intérêts économique. ”



laisser les membres de la CLE décider... mais la composition de la CLE rend souvent impossible l'adoption de décisions contrariant les intérêts économiques. L'Etat est porteur de positions contradictoires, mettant en avant des processus participatifs en même temps qu'il scie la planche sur laquelle sont assis certains membres de CLE.

## LES PROBLÉMATIQUES AGRICOLES, SOURCES DE BLOCAGES

Les problématiques agricoles liées aux pollutions diffuses (voir photo ci-dessous) ou à la surconsommation d'eau sont souvent une source de blocages. Des intérêts privés puissants et une politique agricole intensive à contre-courant de la politique de l'eau rendent la concertation difficile dans les CLE.

La gestion quantitative de l'eau, basée sur la présupposition parfois fautive du manque d'eau, est souvent utilisée comme prétexte pour occulter les autres problématiques. Or il s'agit d'une surconsommation due à l'explosion des surfaces agricoles irriguées (voir photo p.12).

Pour solutionner ce manque d'eau, des barrages-réservoirs ont été construits sur de nombreux bassins il y a quelques dizaines d'années. Aujourd'hui, le manque d'eau persiste... mais la première solution envisagée est toujours la construction de nouveaux barrages. Les économies d'eau sont envisagées mais se concrétisent rarement par des engagements sur le terrain. Dans la CLE du SAGE Adour amont, F. Come représentant le Collectif Adour Eau Transparente commente « construit il y a 10 ans, le barrage de Gardère Eslourenties, d'une capacité de 20 millions de m<sup>3</sup>, fait partie des ouvrages supposés solutionner le manque d'eau. ». De nouveaux barrages-réservoirs sont envisagés afin de garantir la survie des cultures intensives irriguées et l'objectif officiel de débits d'étiage suffisants en été. Une autre possibilité envisagée est le détournement d'une partie du gave de Pau dans l'Adour... Toutes ces solutions participent à une course effrénée au « toujours plus » d'eau prélevée !

La gestion quantitative est également un élément bloquant dans le Marais Poitevin, qui cristallise les conflits autour de l'enjeu quantitatif de par son alimentation en eau très spécifique et par le développement de l'agriculture intensive irriguée qui cause l'assèchement du Marais. Selon F.M. Pellerin, représentant la Coordination pour la Défense du Marais Poitevin « depuis 1980, la céréaliculture impose au marais

deux bouleversements néfastes : une irrigation trop intensive sur la plaine et un drainage enterré qui perturbe gravement le système hydrologique (abaissement de la nappe superficielle, réduction massive du linéaire de fossés en eau...) ». Cet enjeu majeur ne doit pas oblitérer les autres préoccupations, dont la mauvaise qualité de la ressource en eau. Cependant, les trois SAGE(4) et le SDAGE, qui définissent des zones nodales dans le périmètre du Marais poitevin, constituent une avancée majeure et pourraient permettre de garder des niveaux d'eau plus élevés.

La non-accessibilité des données est un autre élément bloquant. Les membres de la CLE ne peuvent pas débattre efficacement sans connaître les pressions sur la ressource en eau. Or certaines données concernant les pratiques agricoles, par exemple la nature des cultures, la localisation, le volume prélevé etc.... ne sont parfois pas rendues publiques malgré les demandes. La connaissance de ces données est d'autant plus importante que le territoire est concerné par des pollutions d'origine agricole ou par l'irrigation intensive.

Organiser la coordination des prélèvements d'eau des différents utilisateurs est également un sujet conflictuel. Dans certains territoires, la désignation des organismes uniques permettrait une meilleure gestion des prélèvements d'eau. Selon Y. Lepage représentant la Sauvegarde de l'Anjou à la CLE du SAGE Authion, « le territoire de l'Authion semble s'orienter vers une coordination progressive des différents intérêts, sans mise en place d'un organisme unique ». Le contrôle des prélèvements est parfois difficile sur certains bassins, ce qui rend quasi impossible de vérifier qu'il n'y ait pas sur-prélèvements.

Le monde agricole dit qu'il prend conscience de ses responsabilités en terme de gestion de l'eau mais demande toujours plus de retenues... Cependant, de nombreux captages pollués aux herbicides doivent être fermés ou nécessitent des interconnexions de réseaux. Le coût cumulé de ces mesures est astronomique, très au-delà de la valeur des cultures incriminées. Et c'est ainsi que les deniers publics compensent la pollution de la ressource en eau !

Les schémas d'aménagement et de gestion des eaux pourraient devenir de vrais outils de gestion de l'eau à l'échelle du bassin versant. Il reste à s'en servir. En effet, les dysfonctionnements recensés et les courts-circuits décisionnels empêchent une vraie responsabilisation des acteurs de l'eau. Pour une eau vivante, agissons pour que ces blocages s'amenuisent rapidement !



Les pollutions diffuses de l'eau causées par les intrants de l'agriculture intensive (nitrates et pesticides notamment) sont la cause de vives discussions dans de nombreux SAGE. © Bernard ROUSSEAU

(4) Le Marais poitevin est divisé en 3 SAGE : Sèvre Niortaise et Marais poitevin, Lay et Vendée.

## Hydroélectricité :

### optimisons les sites déjà équipés

Par Jacques Pulou,  
FRAPNA (jacques.pulou@wanadoo.fr)

Imaginez la vallée de l'Isère en amont de Grenoble : une vallée glacière en U typique dont le fond quasi horizontal abrite les méandres de l'Isère. De nombreux torrents strient le flanc sud de cette vallée, dévalant des sommets de la chaîne de Belledune (presque 3000 m d'altitude) jusque dans la plaine (250 m d'altitude) pour confluer avec l'Isère...

Lorsque le papetier ariégeois Bergès découvre cette vallée dans les années 1860, il se rend compte de l'énergie dissipée par ses petits cours d'eau dont le relativement faible débit (1 m<sup>3</sup>/s environ) est compensé par un dénivelé vertigineux. Autour de 1860, la technologie est prête : plusieurs modèles de turbines ont été inventés et les chaudronniers Grenoblois savent forger les tuyaux assez solides pour supporter les terribles pressions nécessaires à la canalisation de l'eau. Plus tard, la maîtrise de la génération et du transport de l'électricité donne une dernière impulsion à la mise en valeur de ce que Bergès dénomme du nom inspiré de « Houille Blanche ». Mais Bergès n'est pas tout seul et d'autres papetiers vont comme lui se ruier non sans conflit sur cette manne. Sur le Ruisseau de Laval, ce ne sont pas moins de 3 usines hydroélectriques qui vont être construites, deux par le groupe Bergès et une, la plus à l'aval, par un autre papetier : Alfred Frédet.

Voilà pour l'histoire. En 2010, la Société d'économie mixte « Gaz Electricité de Grenoble » a racheté les deux centrales les plus aval en 2003 et 2007 et a décidé de moderniser l'équipement du Ruisseau de Laval en remplaçant deux centrales vétustes par un seul équipement moderne.

	Débit d'équipement	Puissance	Productible	Débit Réserve	Longueur Court-circuitée
Bas Laval (Loury)	0,9 m <sup>3</sup> /s	1416 kW	4,91 GWh	24 l/s	1500m
Brignoud	1 m <sup>3</sup> /s	1745 kW	5,82 GWh		850m
Total		3161 kW	10,73 GWh		2350m
« Fredet Berges »	1,3 m <sup>3</sup> /s	4292 kW	13,5 GWh	92,4 l/s	2400 m
Augmentation	30%	25%	35 %	300 %	0,5%

Tableau : présentation du nouvel équipement du Ruisseau de Laval. Source : Etude d'impact en vue de l'autorisation de la Chute dite de Frédet-Bergès

Au prix d'une augmentation du débit dérivé (30%) et d'une légère augmentation du tronçon court-circuité (0,5%), la production moyenne fait un bon de 35% et la puissance de 25% malgré le quadruplement du débit réservé. Bien sûr, tout n'est pas positif pour l'environnement : par exemple l'augmentation du débit dérivé élargit le temps durant lequel le tronçon court-circuité sera alimenté par le seul débit réservé, cependant augmenté progressivement par les apports du bassin versant intermédiaire. Mais il est apparu au vu de l'étude d'impact que le bilan global était positif si l'on y incluait la pose d'un dispositif de franchissement dans les deux sens au droit de la nouvelle prise d'eau. La FRAPNA a donc soutenu le projet.

Il est tout à fait évident que d'autres opportunités de ce type existent sur les 2000 centrales souvent anciennes qui s'égrènent le long de nos cours d'eau. Malheureusement, le gouvernement, sous la pression des syndicats usiniers, a préféré favoriser la prolifération des équipements en sites vierges, désastreux pour l'environnement, en ne donnant pas la priorité absolue à l'optimisation de l'existant. Si par malheur le plan du gouvernement arrive à ses fins, plusieurs centaines de sites aujourd'hui indemnes se verront harnachés par la fée électricité alors que par ailleurs des installations vétustes continueront de gaspiller l'énergie et de perturber tous les cours d'eau français comme elles le font depuis des dizaines d'années.



Une des deux centrales remplacée était une centrale troglodyte © carte postale ancienne.